

INTRODUCTION

Sans coup férir

Au petit matin du 31 mars 1964, dans la ville de Juiz de Fora, au sud de l'État du Minas Gerais, les casernes bruissent d'une agitation inhabituelle. Sur ordre du général Olímpio de Mourão Filho, commandant de la IV^e Région militaire, des milliers de soldats sont réunis au Quartier général : mission leur est donnée de marcher sur Rio de Janeiro, à quelque 180 kilomètres de là, et d'y renverser le président travailliste João Goulart, à la tête du pays depuis deux ans et demi. Il s'agit, leur dit-on, de défendre l'ordre, la Constitution et la démocratie, contre la révolution communiste dont Goulart se serait rendu complice. Aux premières lueurs du jour, les colonnes de blindés entament donc leur descente vers la *Cidade maravilhosa*, qui a perdu depuis 1961 son statut de capitale mais où le président se trouve alors en déplacement. L'opération, baptisée « Popeye » en raison de l'éternelle pipe arborée par le général, est déclenchée en catimini : les conspirateurs et autres mécontents, pourtant nombreux dans la classe politique, les milieux d'affaires et les forces armées, ne sont pas avertis, à quelques exceptions près. Mourão Filho, vieil officier original et un peu mégalomane, pétri d'une obsession anticommuniste depuis sa prime jeunesse, en prend seul l'initiative¹. Il faut dire qu'il est coutumier du fait : son précédent titre de gloire, près de trois décennies plus tôt, est d'avoir rédigé et fait circuler « le Plan Cohen », un faux document signé de l'Internationale communiste planifiant une insurrection au Brésil. La divulgation du texte apocryphe en septembre 1937 avait contribué à justifier, un mois et demi plus tard, le coup d'État inaugurant la dictature de l'*Estado Novo* (1937-1945). Pour la seconde fois au cours de sa carrière, Mourão Filho accélère donc le cours de l'histoire et contribue à la suspension des garanties démocratiques et à l'installation d'un régime autoritaire au Brésil.

Mais la décision solitaire du vieux général dissimule un mouvement plus profond et la marche de ces quelques régiments sur l'ancienne capitale suffit à enflammer toutes les casernes du pays. L'essentiel des grands corps d'armée se rallie en quelques heures : le « dispositif militaire » mis en place par le gouvernement travailliste ne défend pas le maintien de la légalité et les commandants fidèles à Goulart renoncent à faire combattre leurs troupes. Les rues demeurent désertes : ni les syndicats, ni les partis de gauche, ni

1. STARLING Heloisa, *Os Senhores das Gerais. Os Novos Inconfidentes e o Golpe de 1964*, Rio de Janeiro, Vozes, 1985.

les organisations civiles qui ont appuyé le gouvernement ne prennent les armes pour le défendre. La majorité des gouverneurs des États, quant à eux, acclament les séditeux. La défaite est consommée. Le 1^{er} avril Goulart, abandonné de presque tous, quitte Rio pour Brasília, d'où il partira bientôt pour le sud du pays, puis pour un exil de quatorze ans en Uruguay. Le président du Sénat, le conservateur Auro de Moura Andrade, s'empresse de déclarer la présidence de la République vacante : son homologue à la Chambre des députés, Ranieri Mazzili, en assurera donc l'intérim dans l'attente de l'élection d'un successeur, comme le prévoit la Constitution de 1946. Mais l'essentiel du pouvoir est déjà ailleurs : le 2 avril, à Rio, un « Commandement Suprême de la Révolution » autoproclamé, constitué de généraux de chacune des trois forces armées, a déjà annoncé le début de la « Révolution » destinée à débarrasser la nation de ses fléaux, au premier rang desquels le communisme. Une semaine plus tard, ce Commandement promulgue un Acte institutionnel qui légitime la rupture de la légalité et déclare ouverte la première vague de persécutions politiques. De nombreux députés perdent alors leur mandat ainsi que leurs droits politiques, et c'est un Congrès épuré qui élit à la présidence de la République, le 15 avril 1964, le général Humberto de Alencar Castelo Branco, chef de l'état-major de l'Armée de terre.

Ceux qui, alors, applaudissent sont si nombreux qu'il convient de parler, plutôt que d'un putsch armé, d'un coup d'État civil et militaire – caractéristique sur laquelle s'accorde désormais la communauté historienne, alors que le débat demeure quant au qualificatif (militaire ou civil-militaire?) du régime qui l'a suivi. La quasi-totalité de la presse à grand tirage, la classe politique à l'exception des plus proches alliés du Parti travailliste, les milieux d'affaires, le clergé et de nombreuses associations civiles, en guerre ouverte contre le gouvernement depuis plusieurs mois, n'ont pas de mots assez enthousiastes pour accueillir la « Révolution » à laquelle on accole déjà les adjectifs de « glorieuse », « rédemptrice » et bien sûr « démocratique ». Les classes moyennes urbaines laissent entendre leur bruyant soupir de soulagement : à Rio, une « Marche de la Victoire » (initialement prévue comme une réplique de la « Marche de la famille, avec Dieu et pour la Liberté » qui s'est tenue le 20 mars à São Paulo) rassemble le 2 avril près d'un million de personnes. Pour les autres, le coup d'État, et surtout l'incapacité de la gauche à y faire face, est un « choc de réalité politique », selon les termes de l'historien et ancien militant José Murilo de Carvalho :

« Nous pensions que le pays était à la veille de grandes transformations sociales, dont nous serions les participants actifs comme agents de l'histoire. Le socialisme était à portée de nos mains.

Et soudain, le choc. Le mouvement militaire, appuyé par des politiciens et des manifestations religieuses et anticommunistes de classe moyenne, renverse le gouvernement avec de simples mouvements de troupes. Le gouvernement, les généraux du peuple, les syndicats, les partis et les mouvements de gauche, tous disparaissent, s'évaporent, n'opposent aucune résistance. À la première surprise est venue s'ajouter la suivante : les militaires n'ont pas rendu le pouvoir à leurs alliés politiques comme il était coutume. Ils sont venus, ils ont vu, ils ont vaincu et ils sont restés². »

2. *Forças Armadas e Política no Brasil*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2005, p. 7-8.

Pourquoi ce gouvernement populaire, légaliste, modéré a-t-il été si facilement emporté par la vague conservatrice ? Pourquoi ses soutiens se sont-ils effondrés tels un château de cartes ? Dans quels bras pensaient alors se jeter de si larges secteurs de la population brésilienne ?

Le baril de poudre

Le putsch d'avril 1964 est bien loin d'un coup de tonnerre dans un ciel serein : depuis plusieurs semaines, la tension politique est à son comble. Toute la société politique conservatrice, et avec elle les secteurs les plus aisés de la population, se sont convaincus que Goulart était sur le point d'ouvrir définitivement la porte à une révolution communiste dans le pays. Pourtant, João Goulart, dit « Jango », n'a rien d'un communiste. Son parti, le Parti travailliste brésilien (*Partido Trabalhista Brasileiro*, PTB) est porteur d'un projet réformiste, visant à accroître les droits sociaux des catégories populaires, réduire les inégalités les plus criantes et réguler l'économie. Il revendique le versant social de l'héritage de Getúlio Vargas (1882-1954), et son lien privilégié avec les travailleurs urbains. Or voilà : mort depuis dix ans, Vargas continue alors d'être un personnage central et profondément clivant de la scène politique brésilienne. Président de la République à deux reprises, d'abord suite à un coup d'État baptisé « Révolution » (1930-1945), et une seconde fois en conséquence d'élections démocratiques (1951-1954), Vargas a été la figure de ce qu'on n'appelle pas encore le « populisme » à la brésilienne³ : tenant d'un pouvoir fort, voire véritablement dictatorial entre 1937 et 1945, il a également révolutionné l'État brésilien par une politique centralisatrice, d'intervention sociale, de volontarisme économique et d'encadrement des masses. Sa personne, puis sa mémoire, sont depuis 1945 tout autant adulés par les classes populaires urbaines que haïs par la droite économiquement libérale qui se concentre dans le parti de l'Union démocratique nationale (*União Democrática Nacional*, UDN).

C'est donc d'abord sa position de dauphin de Vargas que la droite reproche à Goulart. Depuis la mort du grand leader populiste, Jango est devenu la figure principale du Parti travailliste et a occupé par deux fois le poste de vice-président de la République : sous la présidence de Juscelino Kubitschek (1955-1960), avec lequel il était allié, et sous celle de Jânio Quadros (janvier-septembre 1961), un homme de droite – les élections pour la présidence et la vice-présidence se déroulent indépendamment. En janvier 1961, les vœux de la droite conservatrice ont en effet été exaucés : après trente ans de règne presque ininterrompu du camp *getulista* (de « Getúlio »), une droite forte et moraliste, à travers la figure de Jânio Quadros, revient enfin au pouvoir. Si celui-ci inquiète par ses excentricités personnelles et certaines de ses orientations politiques, comme le choix d'une politique extérieure trop peu alignée sur les États-Unis, sa démission inopinée à la fin août 1961 plonge l'UDN et tout ce que la droite brésilienne compte d'anticommunistes et d'*antigetulistas* de tout poil dans le plus profond désarroi. Selon la Constitution de 1946, c'est en effet son vice-président João Goulart qui est alors chargé de conclure le

3. FERREIRA Jorge (dir.), *O Populismo e sua história : debate e crítica*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2001.

mandat, à peine entamé. C'est inconcevable pour les ministres des trois forces armées, qui ébauchent déjà un coup d'État pour l'empêcher d'entrer en fonction : c'est un échec, mais le mandat de Goulart ne commence pas sous les meilleurs auspices.

Au rejet de l'héritier de Vargas s'ajoute la panique croissante des catégories aisées face à la perspective de la mise sur pied d'un gouvernement populaire, voire socialiste. Nous sommes alors à la fin de l'année 1961 et les esprits des droites nord et sud américaines sont échaudés. Quelques mois plus tôt, à Cuba, Fidel Castro a en effet admis la nature marxiste-léniniste d'une révolution qui, jusqu'à présent, s'était placée sous les bannières de la nation, de l'anti-impérialisme, des libertés publiques, du rétablissement de la Constitution et d'une plus grande justice sociale. L'annonce du passage à l'Est était attendue, certes, mais elle envenime tout de même le climat politique dans l'ensemble du sous-continent : parodiant (par anticipation) Ernesto « Che » Guevara lors de la Conférence de la Tricontinentale (1967), ce sont « deux, trois, plusieurs *Cuba* » (et non Vietnam) que la droite craint déjà de voir fleurir sur le sol latino-américain. En mettant sur pied des circuits de financement, en organisant la propagande et l'armement, en manipulant en sous-main le plus de secteurs possibles de la société civile, les forces conservatrices se préparent à l'affrontement. Le gouvernement des États-Unis et des réseaux politiques américains les appuient dans ces tâches, par un soutien logistique, financier et diplomatique. Chaque pays est un baril de poudre.

Le Brésil est le premier à exploser. João Goulart, contraint et forcé il est vrai, avait pourtant débuté son mandat dans un esprit de conciliation : pour accéder au pouvoir, il avait ainsi renoncé au système présidentieliste et accordé des pouvoirs élargis au Congrès hérité du président démissionnaire, et donc conservateur. Mais sur fond de radicalisation du climat politique, le mandat évolue vers l'épreuve de force : le Congrès bloque les réformes envisagées, vues comme socialisantes, ce qui amplifie les mobilisations populaires d'appui au gouvernement. Les manifestations se multiplient, où des drapeaux rouges sont brandis en signe de défi ; les grèves, les meetings syndicaux rassemblant des centaines de milliers de personnes, et quelques insoumissions de militaires subalternes brûlent la vie politique brésilienne. Pour ceux qui s'y impliquent, cette lutte est celle du peuple pour ses droits, contre les pouvoirs de l'argent, l'intromission des États-Unis, les « gorilles » militaires ; pour la droite, c'est la révolution communiste aux portes du pays, voire même déjà en cours. Les deux camps se parlent et s'insultent en miroir : chacun prétend défendre la démocratie, la nation, la Constitution contre le putschisme de l'adversaire, sa soumission à l'impérialisme de Washington ou de Moscou, son non-respect des volontés du peuple. C'est donc en accusant João Goulart de tramer un coup d'État imminent, qui n'était nullement dans ses plans, que les états-majors militaires s'emparent du pouvoir au début d'avril 1964.

Le visage singulier de la dictature brésilienne

Peu d'observateurs imaginent alors que débute un régime militaire voué à durer vingt et un ans, ne prenant fin à l'entrée en fonction d'un président civil qu'en mars 1985. Le coup est interprété, par ses détracteurs et une bonne partie de ses partisans, comme

une énième rupture de l'ordre légal impliquant les forces armées. Or le Brésil en a connu de nombreuses autres depuis le début de la République. Pourtant s'installe alors la première dictature de « Sécurité Nationale » du sous-continent : suivront ses cousines d'Uruguay (1973-1985), du Chili (1973-1990) et d'Argentine (1976-1982). Des régimes qui durèrent tous plus d'une décennie, à l'exception de la dictature argentine, tombée précocement suite à la défaite contre l'Angleterre lors de la guerre des Malouines. Leur point commun n'est pas seulement leur nature autoritaire, ni même leur forte militarisation : l'Amérique latine est coutumière des pouvoirs forts, militaires ou non, depuis le début du xx^e siècle. Ce qui distingue ces régimes est, d'abord, leur justification première : faire barrage à l'offensive communiste. Bien qu'une paranoïa anticommuniste habite les armées latino-américaines au moins depuis les années 1930, l'éclosion de la guerre froide et surtout de la révolution cubaine en modifient la place : désormais la lutte anticommuniste est à la fois une urgence politique et un devoir militaire. Sous l'influence de doctrines françaises, formulées lors des récentes guerres de décolonisation, et nord-américaines, les forces armées latino-américaines se convainquent de leur légitimité à interrompre la légalité et à exercer le pouvoir. Point de caudillos isolés, même si certains régimes sont plus personnalisés que d'autres : ce sont les institutions militaires, régies par le principe hiérarchique, qui tiennent les rênes du gouvernement et occupent l'appareil d'État.

Les coups d'État militaires, souvent appuyés par d'amples secteurs de la société civile, ouvrent ainsi la voie à des régimes autoritaires, fortement militarisés, anticommunistes et répressifs. La dictature brésilienne se distingue cependant assez nettement de ses voisines à plusieurs points de vue. D'abord, bien que le coup d'État au Brésil ait été majoritairement appuyé par un monde des affaires convaincu des vertus du libéralisme économique, la période militaire ne s'est pas accompagnée comme ailleurs d'une révolution néolibérale. En 1964, il est encore tôt pour s'inspirer des Chicago boys et des théories de Milton Friedman, et surtout l'idéal d'un État fort et interventionniste a de nombreux adeptes parmi les putschistes, civils et militaires. Les généraux mèneront ainsi une politique industrialiste, favorable au patronat, profondément hostile aux mobilisations de travailleurs et qui accroîtra considérablement les inégalités sociales, mais sans privatisation généralisée de l'économie.

L'autre grande spécificité de la dictature brésilienne est qu'y sont respectées de nombreuses procédures légales et démocratiques, qui à la fois dissimulent et limitent la violence des persécutions politiques. L'ordre légal est ainsi continuellement régi par des constitutions : celle de 1946 est initialement maintenue, ce que les putschistes rappellent d'ailleurs dans le préambule d'un premier Acte institutionnel édicté immédiatement après le coup et présentent comme garantie de « non-radicalisation du processus révolutionnaire ». Lui succéderont deux nouveaux textes constitutionnels, nettement plus autoritaires, en 1967 et 1969, amendés et contraints par dix-sept Actes institutionnels qui s'égrènent de 1964 à 1969. Ces textes bâtissent un ordre toujours plus autoritaire, et n'empêchent pas complètement l'arbitraire, mais il s'agit d'une exceptionnalité encadrée juridiquement⁴. Un décorum

4. PEREIRA Anthony W., *Diadura e repressão. O Autoritarismo e o Estado de Direito no Brasil*, São Paulo, Paz e Terra, 2010.

démocratique est par ce biais maintenu : le Congrès demeure ouvert, à l'exception d'un moment de durcissement autoritaire, entre décembre 1968 et novembre 1969. Y débattent peu librement un parti d'appui aux gouvernements militaires et un parti d'opposition, lequel est mis en situation de minorité systématique. Ce Congrès élit, comme le prévoient les Constitutions successives, les cinq généraux-présidents qui gouvernent le pays de 1964 à 1985 ; à tous les niveaux de l'État, des scrutins (encadrés par une législation contraignante, biaisée et desquels d'amples secteurs de la gauche sont exclus) sont régulièrement organisés. Enfin une justice relativement indépendante, bien que militarisée et évidemment très orientée par l'objectif de l'épuration politique, demeure en fonctionnement.

Ces traits particuliers contribuent à expliquer que la dictature brésilienne ait été moins meurtrière qu'ailleurs : c'est sa dernière, et probablement principale, particularité. La Commission nationale de la vérité, en décembre 2014, a établi une liste de 434 morts et disparus pour raisons politiques. Bien que les auteurs du rapport indiquent, à raison, que cette liste est probablement incomplète, le chiffre demeure éloigné des 30 000 victimes probables de la dictature argentine, ou des 3 000 de la chilienne, surtout lorsqu'on le confronte à la population du pays et à la longue durée du régime. Le nombre de morts n'est évidemment pas l'indicateur unique du niveau d'autoritarisme, ou même du caractère répressif d'une dictature. L'usage systématique, massif et professionnel de la torture dans les prisons brésiliennes, les milliers d'emprisonnements politiques, les entraves aux carrières de fonctionnaires indésirables, la propagande réactionnaire et le poids de la censure, désignent clairement le régime militaire comme fondamentalement distinct d'une démocratie et d'un état de droit. Mais cette létalité relativement modérée témoigne de choix du pouvoir militaire et d'équilibres entre les forces en présence, d'une tradition de conciliation, et d'un niveau de conflictualité politique plus bas que dans les pays voisins.

Cette répression moins meurtrière découle aussi du contexte dans lequel le pouvoir s'affirme et de l'opposition qu'il affronte ensuite. La bipolarisation de la société brésilienne en 1964, élevée pour le pays, est sans commune mesure avec l'état de guerre civile larvée auquel étaient parvenus le Chili de l'Unité populaire (1970-1973) ou l'Argentine sous le gouvernement d'Isabelita Perón (1974-1976) ; et, au Brésil, personne n'a encore pris les armes. En 1963 et 1964, la frange la plus à gauche du Parti travailliste envisage bien de pousser loin le rapport de force pour permettre les réformes, et certains mouvements populaires (en particulier les Ligues paysannes, en lutte contre les grands propriétaires terriens dans le nord-est du Brésil) sont disposés à en découdre, mais il s'agit d'une stratégie très minoritaire dont rien encore ne garantit la mise en œuvre. Le Parti communiste brésilien (*Partido Comunista Brasileiro*, PCB), qui appuie le gouvernement travailliste de Goulart, suit une ligne légaliste. Après s'être emparés du pouvoir, les militaires brésiliens ont donc commencé par affronter un fantôme : des mouvements révolutionnaires qui n'existaient pas encore. Hormis des initiatives très ponctuelles, ce n'est que plusieurs années après le coup d'État qu'une partie de la gauche fait le choix des armes, pour affronter un régime considérablement durci par les mobilisations de l'année 1968. En effet tout au long de cette année, les manifestations de masse, les mobilisations étudiantes, les grèves ouvrières et la renaissance d'une opposition au Congrès échaudent les esprits des militaires. En décembre, le pouvoir édicte un cinquième Acte institutionnel qui fera date : le décret accroît dramatiquement l'autoritarisme du régime, reprend

un processus de persécution politique rapidement appuyé sur un appareil répressif tentaculaire, et s'accompagne d'une militarisation nette du pouvoir. Alors seulement, des milliers de jeunes font le choix de l'action clandestine et violente. S'ouvrent les « années de plomb » (1969-1974), qui ne prennent fin qu'après l'écrasement des mouvements armés. Le général-président investi en mars 1974, Ernesto Geisel, annonce alors un processus de « détente » : une ouverture longue et hésitante, qui débouche finalement sur le retour des civils aux affaires en mars 1985.

Dans le contexte régional des dictatures de sécurité nationale, le régime militaire brésilien a donc des couleurs tout à fait particulières. Celles-ci sont le fruit d'un contexte, de traditions, de certains traits de la société à laquelle le pouvoir militaire s'est imposé pendant vingt et un ans. Mais elles résultent aussi de choix politiques, issus de négociations, de débats et de conflits : entre militaires et civils, bien sûr, mais la voix de ces derniers porte de moins en moins à mesure que le régime se militarise. C'est donc surtout au sein des forces armées elles-mêmes que le récit de cette dictature s'est négocié, débattu et écrit. Notre livre raconte cette histoire : celle de la vie politique qui a pu exister au sein d'une institution particulièrement rétive aux disputes internes, l'armée, sous un régime dictatorial.

Le dilemme du politique

Qui s'intéresse à la vie politique interne à l'armée brésilienne dans la seconde moitié du xx^e siècle se heurte à plusieurs obstacles. D'abord, à l'écran de fumée d'un discours institutionnel et omniprésent, à l'époque de la dictature comme aujourd'hui : « Les militaires ne font pas de politique. » Cette affirmation est presque aussi vieille que l'interventionnisme des hommes en armes dans la vie de la cité. Depuis le début du siècle en effet, les militaires se trouvent déchirés entre deux orientations éthiques et professionnelles : la tentation de s'impliquer dans les affaires de l'État, d'une part, pour lesquelles ils s'estiment plus compétents techniquement, mieux organisés et moralement supérieurs aux élites civiles ; et l'inquiétude croissante quant aux désordres internes qu'un tel comportement pourrait engendrer, de l'autre. La politique implique le débat et le conflit, dont on craint les effets délétères sur l'ordre hiérarchique et l'efficacité de l'institution.

Ce dilemme n'a pas été résolu par l'adoption d'un comportement de « grande muette », comme ce fut le cas de la plupart des armées européennes : les militaires, depuis les débuts de la République en 1889, sont au contraire omniprésents sur la scène politique brésilienne. Mais leurs interventions récurrentes sont de plus en plus le fait de généraux, tandis que l'interdit de la manifestation et de l'action politique pèse plus lourdement sur le reste de la corporation. Dans les premiers temps de la République, les agitateurs sont le plus souvent de jeunes officiers. Les principaux artisans de sa proclamation sont ainsi des cadets de l'École militaire de la Praia Vermelha, au pied du pain de sucre, à Rio de Janeiro ; ils mettent en avant l'idée de « soldat citoyen », donc de responsabilité individuelle des officiers à l'égard de la société⁵. Des généraux les remplacent rapidement sur

5. CASTRO Celso, *Os militares e a república : um estudo sobre cultura e ação política*, Rio de Janeiro, J. Zahar, 1995, p. 18-81.

le devant de la scène, mais une partie de la jeunesse militaire continue d'être, dans les décennies suivantes, un important agitateur politique. Dans les années 1910 ce sont les « jeunes turcs », des lieutenants et capitaines constitués en groupe de pression autour de la revue *A Defesa Nacional*, qui tentent de réformer l'institution militaire pour l'adapter aux temps nouveaux. Ils rejettent certes l'indiscipline et la participation individuelle d'officiers en politique – au contraire, leur idéal est un professionnalisme à l'euro péenne –, mais n'en défendent pas moins, depuis leur faible grade, une influence militaire accrue sur la scène publique. Une dizaine d'années plus tard, en juillet 1922, d'autres jeunes officiers montrent moins de scrupules à l'égard du non-respect de la discipline et de la hiérarchie : dénonçant les « oligarchies de la République » au nom de la démocratie, de la probité en politique, de la nation et de la modernité, une poignée de lieutenants se mutine dans le Mato Grosso, sur les plateaux centraux du Brésil, et à Rio de Janeiro. Malgré la répression dont il est victime, ce « lieutenantisme » (« *tenentismo* ») rallie des centaines d'adeptes dans les années suivantes, devenant un « pouvoir déstabilisateur » pour le régime en place⁶. La force politique et militaire des *tenentes* contribue décisivement à la Révolution de 1930 et à l'arrivée de Getúlio Vargas au pouvoir.

L'armée brésilienne paie le prix du *tenentismo* lorsque, dans les années 1930, elle connaît l'une des plus graves crises disciplinaires de son histoire. L'objectif premier de la hiérarchie militaire devient alors de rétablir la chaîne de commandement, d'empêcher l'implication de militaires en politique et de limiter l'intromission civile dans les casernes. Le grand ordonnateur de cette nouvelle orientation est Pedro Aurélio de Góis Monteiro, révolutionnaire de la treizième heure en 1930, ministre de la Guerre en 1934-1935 puis chef de l'état-major de l'Armée de terre de 1937 à 1943 – à la période la plus autoritaire de l'ère Vargas. La sacralisation de la hiérarchie et de la discipline et le rejet du débat politique s'ancrent alors dans les discours et les imaginaires des forces armées. Ces exigences demeurent, dans la deuxième moitié du siècle, le leitmotiv des élites militaires et civiles brésiliennes, tandis que la réglementation elle-même évolue. Les sanctions disciplinaires à l'encontre des officiers s'étant adonnés au militantisme politique s'aggravent sous la dictature de l'*Estado Novo* : le 4 mars 1938, un nouveau règlement disciplinaire de l'armée interdit toute discussion, manifestation, acte de propagande politique aux officiers, dans l'espace public et dans la caserne⁷.

Selon cette lecture de l'histoire de l'armée brésilienne au xx^e siècle l'individu, à mesure que l'organisation renforçait sa cohésion interne, se serait donc fondu dans le groupe : José Murilo de Carvalho parle du « soldat citoyen », dominant au moment de la proclamation de la République mais représentant un risque pour l'institution, qui aurait disparu au profit du « soldat professionnel » puis du « soldat-corporation⁸ ». Au contraire de ce qu'avait annoncé le politiste nord-américain Samuel Huntington à la fin des années 1950, la professionnalisation militaire n'a donc pas provoqué d'éloignement de la scène politique⁹.

6. CARVALHO José Murilo (de), « As Forças Armadas na Primeira República : o poder desestabilizador », in José Murilo de CARVALHO, *Forças armadas e política no Brasil*, op. cit., p. 13-61.

7. Décret n° 2.429 du 4 mars 1938.

8. CARVALHO José Murilo (de), « As Forças Armadas na Primeira República... », art. cit.

9. HUNTINGTON Samuel, *The Soldier and the State: the Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge/Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 1995 (1^{re} éd. : 1957).

Au contraire, parce qu'elle a isolé l'institution militaire, renforcé sa cohérence et sa structuration internes, et permis la diffusion organisée de doctrines nouvelles, la professionnalisation a fait le lit de l'interventionnisme politique des armées latino-américaines. Mais à la place d'un « interventionnisme militaire », fondé sur la politisation d'officiers de tous grades, serait né un « interventionnisme de généraux¹⁰ ».

Le coup d'État d'avril 1964 semble s'inscrire dans cette dynamique historique. Après la rupture du coup d'État, le pouvoir se réorganise rapidement selon la voie hiérarchique et le poste suprême, la présidence de la République, est occupé par cinq généraux successifs : Humberto de Alencar Castelo Branco (1964-1967), Artur da Costa e Silva (1967-1969), Emílio Garrastazu Médici (1969-1974), Ernesto Geisel (1974-1979) et João Batista Figueiredo (1979-1985). L'exercice direct et durable du pouvoir par des hommes en uniforme n'empêche pas le maintien d'une exigence paradoxale d'apolitisme, mais celle-ci est essentiellement appliquée au bas de la hiérarchie militaire. Cette ambiguïté est bien résumée par le général Orlando Geisel, ministre de l'armée du troisième gouvernement militaire, lors d'une réunion du Haut Commandement de l'armée de terre (*Alto Comando do Exército*, ACE) :

« Que nous le voulions ou non, nous sommes impliqués dans la politique. Le général est souvent obligé de prétendre qu'il n'est impliqué dans rien, qu'il s'occupe seulement de la partie professionnelle, mais le général, évidemment, doit s'impliquer dans la politique; il s'y implique en coulisses [...]. Le capitaine, le major, le colonel et même le général de brigade doivent cesser de faire de la politique; la politique est seulement dans les plus hauts niveaux. Le commandant d'armée fait de la politique; il en fait moins que moi, ministre, je n'en fais; et moi, moins que le président. Il est nécessaire de donner l'impression que nous ne réfléchissons pas à la politique¹¹. »

La réalité d'une dépolitisation progressive des secteurs subalternes, intermédiaires et supérieurs¹² du corps des officiers, ainsi que de la troupe, et le discours institutionnel sur leur apolitisme strict, ont détourné les chercheurs en sciences sociales de leur étude. Tandis que la troupe est absente des analyses, les comportements des officiers intermédiaires et supérieurs ont généralement été considérés comme non-politiques : l'écrasante majorité d'entre eux serait demeurée éloignée des cercles de décision, stationnée dans les casernes, cantonnée à des « tâches professionnelles » supposément apolitiques, tandis que la minorité ayant participé à la répression d'État était peinte comme un groupe de criminels dont les comportements « fanatiques » ne mériteraient pas non plus d'analyse politique. Quand on parle d'eux, on associe donc aux jeunes officiers soit la passivité absolue, soit la radicalité, l'émotivité, l'effervescence collective déraisonnée. Seuls les généraux ont le crédit d'une pensée, d'une doctrine, d'une stratégie, bref d'une rationalité politique. Le statut d'acteur politique n'a été, en fait, concédé qu'aux généraux.

10. CARVALHO José Murilo (de), « As Forças Armadas na Primeira República... », art. cit., p. 42.

11. Actes de la 48^e réunion de l'ACE, GASPARI Elio, *A ditadura escancarada*, São Paulo, Companhia das Letras, 2002, p. 137.

12. L'ordre hiérarchique du corps des officiers de l'armée de terre brésilienne est le suivant : officiers subalternes (lieutenant, capitaine); officiers supérieurs (major, lieutenant-colonel, colonel); officiers généraux (général de brigade; général de division; général d'armée).

La persistance du politique et la fermentation « révolutionnaire »

Cependant, le projet de mise au pas des forces armées brésiliennes et l'affirmation de l'élite militaire comme seul intervenant politique ne décrivent pas intégralement la réalité : il s'agit d'une règle et d'un idéal qui s'imposent au fil de temps, sans empêcher la persistance de mobilisations de soldats, de sergents et de jeunes officiers dans la seconde moitié du siècle.

Revenons sur les deux décennies qui précèdent le coup d'État. La chute de l'*Estado Novo*, en 1945, est d'abord due à l'abandon de Vargas par les états-majors militaires qui l'avaient conseillé et soutenu. Les élections présidentielles qui se tiennent dans la foulée, inaugurant la période démocratique de l'après-guerre, sont principalement disputées par deux officiers généraux : le brigadier et ancien *tenente* Eduardo Gomes, pour la droite économiquement libérale, et le général Eurico Gaspar Dutra, pour le camp *getulista*, qui l'emporte. Par la suite, bien qu'entre 1950 et 1964 toutes les élections présidentielles aient été gagnées par des civils, c'est systématiquement contre un officier général : ainsi Getúlio Vargas gagne l'élection de 1950 contre le brigadier Gomes ; Juscelino Kubitschek celle de 1955 contre le général Juarez Távora, lui aussi ancien lieutenant révolutionnaire dans les années 1920 ; et Jânio Quadros accède à la présidence en 1960 contre le général Henrique Teixeira Lott, figure du nationalisme militaire. Au sommet de l'État, les affrontements politiques impliquent donc directement la haute hiérarchie des forces armées.

Cependant, au cours de cette même période, c'est tout le milieu militaire qui se fait l'écho de la mobilisation et de la polarisation croissantes de la société urbaine brésilienne. Preuve en est l'effervescence qui règne au Club militaire, association culturelle et de représentation politique des officiers de l'armée de terre : y sont âprement débattues les grandes questions qui agitent la scène politique nationale et s'y affrontent, parfois avec une extrême violence, la faction nationaliste, étiquetée *getulista*, et la droite économiquement libérale et anticommuniste. Sous le second gouvernement Vargas (1951-1954), le conflit de factions se mue en une guerre interne à laquelle participent des officiers de tous grades. Or le Club ne constitue alors pas un îlot de politisation dans une armée mise au pas : si l'essentiel de l'activisme est concentré à Rio de Janeiro, où se situe son siège, l'atmosphère de débat voire d'affrontement imprègne toutes les casernes du pays. La participation aux élections du Club est massive ; des manifestes au bas desquels des centaines d'officiers apposent leurs signatures sont rendus publics fréquemment. Cet état d'agitation politique est diamétralement opposé aux préceptes hiérarchiques qui, semblait-il, tendaient à construire une nouvelle « identité militaire » hostile aux implications partisans et autres actes d'indiscipline.

Fait étonnant, la droite militaire, extrêmement mobilisée, continue alors d'exiger une institution dépolitisée et strictement professionnelle : le camp nationaliste est seul décrié comme le fauteur de troubles, le destructeur de la hiérarchie, le cheval de Troie d'intérêts civils. Pourtant cette faction, très proche du parti de l'UDN, est tout autant immiscée dans des enjeux partisans que son adversaire. Elle a dans la classe politique ses héros : Jânio Quadros pendant quelques années, avant que sa démission inopinée

ne le range au rayon des espoirs déçus ; et surtout Carlos Lacerda, politicien radical de l'UDN, virulent tribun anticommuniste et gouverneur de l'État de la Guanabara (où se trouve la ville de Rio) à partir de 1960. Pour défendre leurs idoles, ou contester leurs adversaires, des groupes d'officiers multiplient les révoltes et actes d'insoumission tout au long des années 1950. L'acte inaugural a lieu en août 1954. Suite à une tentative d'assassinat de Carlos Lacerda dans laquelle la garde rapprochée de Vargas aurait été impliquée, connue comme « l'attentat de la rue Toneleros » (à Rio), une enquête interne de l'aéronautique prend des allures insurrectionnelles : on parle d'une « République de Galeão », du nom d'une base aérienne au nord de la capitale. C'est le début d'une intense crise politico-militaire qui débouche sur le suicide du président de la République Getúlio Vargas quelques jours plus tard. À partir de ce moment, les esprits ne se calment plus. L'élection de Juscelino Kubitschek suscite une ébauche de résistance armée, depuis le croiseur Tamandaré, en novembre 1955 ; son investiture provoque le soulèvement d'une poignée de farfelus au fin fond de l'Amazonie, qui constituera une école d'insoumission pour des artisans importants du coup d'État de 1964 (révolte de Jacareacanga, janvier 1956). Lorsque se profile la candidature de Jânio Quadros, les mêmes officiers tenteront une nouvelle fois d'influer sur le cours des événements par une ultime rébellion (révolte d'Aragarças, décembre 1959) avant de prendre effectivement le pouvoir moins de cinq ans plus tard. Or cette faction militaire de droite recrute bien au-delà des généraux : si on y trouve peu de sergents, de lieutenants et de jeunes capitaines, plutôt séduits par les thèses nationalistes et les projets de réformes sociales, les majors, lieutenants-colonels et colonels y sont légion.

Avant même le début du gouvernement Goulart, une partie de l'armée, surtout à droite, vit donc dans un état de complots et de révoltes permanents. Cette situation habitue les insoumis à l'impunité – ils sont amnistiés à plusieurs reprises –, cristallise des pratiques contestataires, construit des réseaux et renforce une idée totalement contradictoire avec le professionnalisme et l'apolitisme militaires : la mystique d'une « révolution » anticommuniste, autoritaire et hostile à la majorité de la classe politique. Or cet activisme ne s'interrompt pas en 1964. Malgré le poids de l'imaginaire hiérarchique et la victoire de leur propre camp, de nombreux jeunes officiers voient le coup d'État comme leur « révolution », leur chance, leur moment : ils se sentent responsables du nouveau régime et entendent bien en infléchir le cours. Leurs protestations sont ainsi à l'origine d'une véritable vie politique, mais dont les acteurs sont des officiers des forces armées, sous une dictature militaire. Leurs trajectoires et leurs réseaux, leurs modes d'organisation et d'action, leurs convictions et leurs stratégies ne sont pas une petite histoire à côté de la grande : ils permettent de comprendre l'évolution du régime, sa militarisation progressive, son durcissement par à-coups et son enfermement répressif. Plus encore, l'activisme de ces officiers, parce qu'il fut considéré comme légitime par une grande partie des putschistes, est révélateur de la nature du régime militaire lui-même et, en particulier, de ses ambiguïtés symboliques. Œuvre collective d'une droite militaire galvanisée par le mot de révolution ou accaparement du pouvoir d'État par des généraux imbus d'un imaginaire hiérarchique ? Détournement autoritaire de la république ou état d'exception « révolutionnaire » ? Entre ces modèles, les putschistes vont collectivement improviser, dans la négociation et le conflit, leur propre régime.



Illustration 1. – João Goulart, assis au premier plan, est salué par le général Ladário Teles, commandant du Groupement d'unités-écoles de l'armée (1^{er} août 1962). Le « dispositif militaire » légaliste conçu par le président travailliste n'a pas empêché le coup d'État. Archives O Globo.